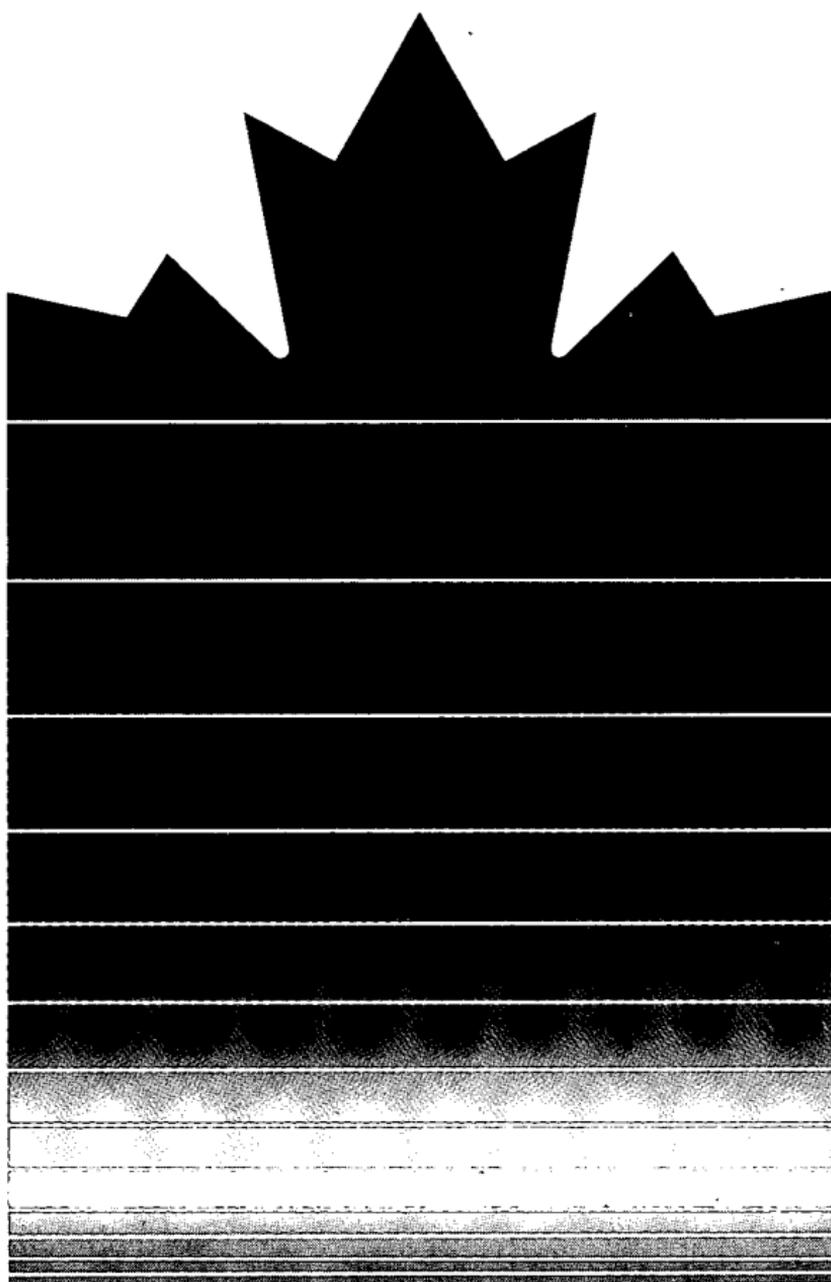


Res
HJ13
A29c
1988

renouveau économique

Budget en bref

le 10 février 1988



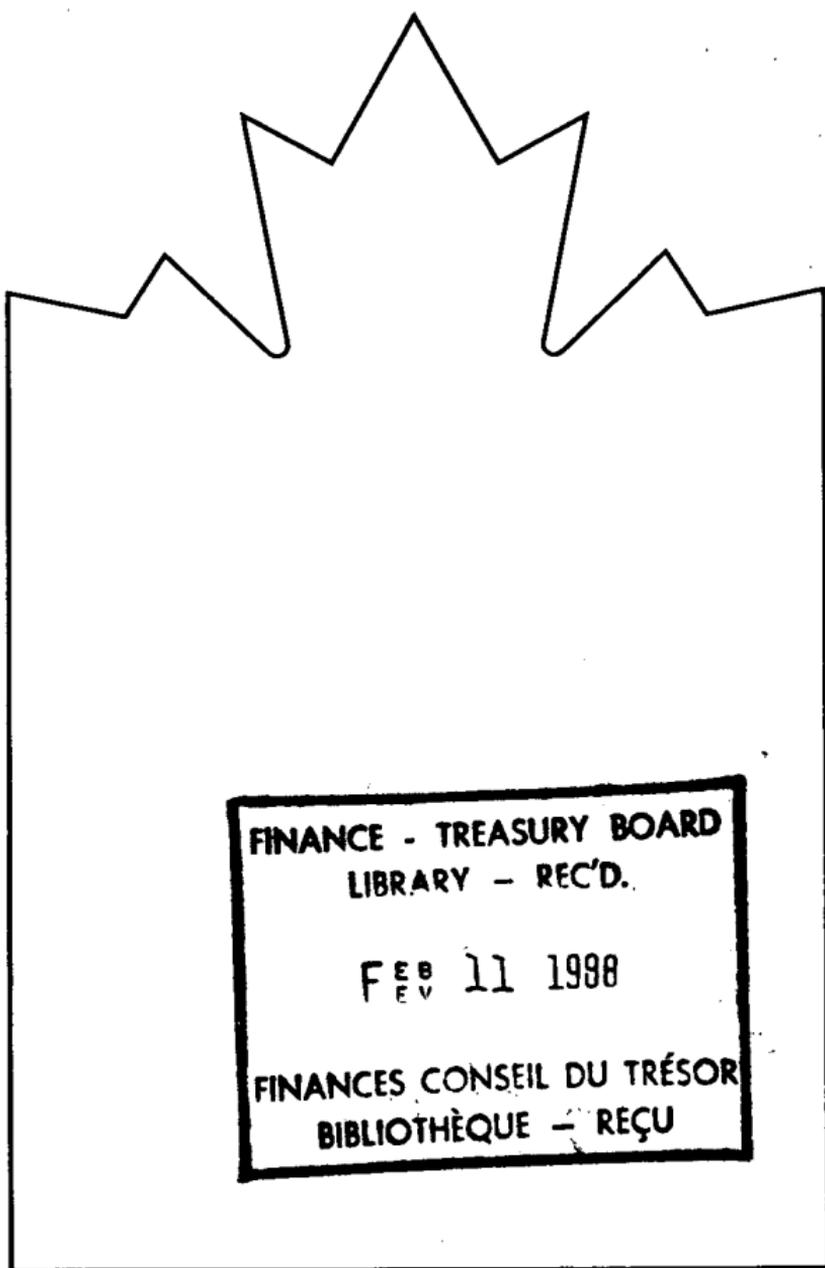
Canada

Pour assurer le renouveau économique

Budget en bref

HJ13
A29C
1988
Feb.

le 10 février 1988



FINANCE - TREASURY BOARD
LIBRARY - REC'D.

FEB 11 1988

FINANCES CONSEIL DU TRÉSOR
BIBLIOTHÈQUE - REÇU

FINANCE - TREASURY BOARD
LIBRARY - RECD.
FEB 11 1988
FINANCES CONSEIL DU TRÉSOR
BIBLIOTHÈQUE - REÇU



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

*Extraits du discours du budget
10 février 1988
L'honorable Michael H. Wilson*

«À l'approche d'une nouvelle décennie et d'un nouveau siècle, les Canadiens ont tout lieu d'envisager l'avenir avec confiance.

«Notre économie est plus vigoureuse, plus dynamique, plus concurrentielle. Beaucoup plus de Canadiens et de Canadiennes ont un emploi. Les Canadiens relèvent avec succès de nouveaux défis et exploitent des possibilités nouvelles.»

«Le budget que je dépose aujourd'hui décrit la façon dont nos politiques et nos initiatives ont agi afin d'instaurer le cadre de réussite économique dont nous bénéficions maintenant.

«C'est également un exposé des progrès économiques et sociaux qu'il nous reste à réaliser en maintenant le cap que nous nous sommes fixés – des progrès mesurés par l'élévation du niveau de vie et une amélioration de la qualité de la vie qui soit le reflet fidèle des priorités et des valeurs particulières aux Canadiens.»

Michael Wilson

Un bilan de vigoureuse performance économique

«En trois ans et demi, nos progrès économiques ont été spectaculaires. Dans l'ensemble, nous avons obtenu de meilleurs résultats que tous les autres grands pays industrialisés.»

- Nous sommes en première place depuis 1984 pour la croissance économique.
- Nous sommes au premier rang pour la croissance de l'emploi.
- Plus de 1,150,000 emplois ont été créés depuis notre entrée en fonction; la grande majorité sont des emplois à temps plein; le taux de chômage est aujourd'hui à son plus faible niveau en six ans.
- La croissance de l'économie et de l'emploi a été mieux répartie l'an dernier entre les régions. Le chômage a baissé dans toutes les provinces.
- Les taux hypothécaires sont de 3 points moins élevés, ce qui permet aux propriétaires d'économiser \$1,200 par an sur une hypothèque de \$50,000 ayant une échéance à 25 ans.
- Les mises en chantier d'habitations ont atteint l'an dernier leur plus haut niveau en 10 ans.
- Les entreprises sont confiantes; le rythme des investissements s'est fortement accru.

- Les consommateurs sont confiants; les dépenses de consommation ont continué d'augmenter vigoureusement.

Des politiques favorisant la croissance et l'emploi

«Ce remarquable bilan de progrès n'est pas le fruit du hasard.

«À son entrée en fonction, ce gouvernement était inspiré par la vision d'un Canada plus fort et plus prospère, aujourd'hui et tout au long du siècle prochain.

«Pour faire de cette vision une réalité, nous avons établi un plan à long terme – notre Programme de renouveau économique – afin de transformer l'économie pour qu'elle puisse relever les défis d'un monde plus concurrentiel. Étape par étape, nous avons mis en place toute une série de mesures.»

- Nous avons insufflé une vigueur nouvelle au secteur privé et mis l'économie canadienne en mesure de relever le défi de la concurrence internationale dans les années 90.
- Nous avons rétabli le sens des responsabilités financières en réduisant le déficit et en freinant la croissance de la dette nationale.
- Nous avons mis en oeuvre des programmes prioritaires, et nous sommes venus en aide aux régions et aux secteurs touchés par des facteurs imprévus au niveau international.

Revitalisation du secteur privé

«Le moteur de la croissance productive et de la création d'emplois est un secteur privé dynamique. Pour promouvoir ce dynamisme, le gouvernement a pris d'importantes mesures.»

Modernisation du cadre réglementaire des entreprises

«Nous avons déréglementé les secteurs de l'énergie et du transport.

«Nous avons ouvert les marchés financiers à des possibilités globales et stimulé la concurrence dans la prestation de services financiers.

«Nous avons modernisé la législation d'encadrement dans le domaine de la politique de concurrence, du droit d'auteur et des brevets, assurant ainsi une meilleure protection de l'intérêt public.

«Nous avons privatisé des sociétés d'État afin de réduire les interventions du gouvernement sur le marché.

«Nous avons créé Investissement Canada afin de favoriser et d'accueillir favorablement les investissements venus de l'étranger, des investissements qui créent des emplois pour les Canadiens.»

Pour un régime fiscal plus équitable et plus efficace

«Pour asseoir notre réussite sur des fondations solides en vue des années 90, nous avons besoin d'un régime fiscal qui soit plus équitable pour les Canadiens, et qui soutienne efficacement la croissance et la création d'emplois.

«Nous sommes en voie d'atteindre ces objectifs. Le 1^{er} janvier 1988, d'importantes réformes de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés sont entrées en vigueur. Les résultats sont éloquents.

«Plus de huit ménages sur 10 verront leurs impôts personnels réduits. Environ 850,000 personnes à revenu modeste verront leurs impôts réduits à zéro. Près de neuf Canadiens de 65 ans ou plus sur 10 bénéficieront d'une réduction d'impôt.

«La fiscalité des entreprises sera plus concurrentielle avec les systèmes en place à l'étranger. Les décisions commerciales et les investissements seront fondés davantage sur des facteurs économiques que sur des considérations d'ordre fiscal. Par ailleurs, un nombre beaucoup plus grand de sociétés rentables paieront des impôts, et cet impôt représentera une proportion plus importante de l'ensemble des recettes fiscales.

«La réforme de la taxe fédérale de vente nous attend encore. Nous remplacerons le système archaïque et inique de taxe de vente qui s'applique actuellement par un système multi-stade qui soutiendra efficacement la croissance économique et la création d'emplois. Nous travaillons depuis un certain temps avec les provinces et d'autres parties intéressées à l'élaboration du moyen le plus efficace pour mettre en oeuvre ce nouveau système - en étudiant notamment la possibilité d'une taxe de vente nationale intégrée. Les progrès accomplis jusqu'ici sont satisfaisants, mais il nous reste du pain sur la planche.»

Pour un accès assuré et amélioré aux marchés mondiaux

«Un autre élément capital de notre stratégie pour les années 90 consiste à assurer aux exportateurs canadiens un accès amélioré aux marchés mondiaux.

«Le gouvernement est favorable à la libéralisation du commerce mondial. C'est la raison pour laquelle nous avons déployé autant d'efforts pour que soit entreprise une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.»

«L'accord de libre-échange avec les États-Unis est un élément important de la stratégie gouvernementale visant à renforcer la compétitivité du Canada dans le monde et à accroître la prospérité de notre population. Les prix d'un large éventail de biens de consommation commenceront à baisser, augmentant ainsi le pouvoir d'achat des ménages canadiens. Les investissements en usine et en équipement augmenteront, les entreprises canadiennes décidant de profiter d'un accès accru à l'énorme marché américain.

«Le gouvernement a effectué un certain nombre d'études détaillées consacrées aux effets de l'accord de libre-échange sur l'économie canadienne. Nous estimons que, d'ici 1993, au moins 120,000 nouveaux emplois seront créés en termes nets. Nous comptons également que, lorsque l'accord sera entièrement en vigueur, les revenus réels des Canadiens seront accrus de manière permanente d'environ \$1,800 par année, pour une famille de quatre personnes.

«L'économie bénéficiera d'autres retombées qui ne peuvent être évaluées à l'avance mais qui seront tout aussi importantes – des retombées inquantifiables qui sont dues à l'accroissement des incitations à investir et à se développer, ainsi qu'à la confiance produite par l'élargissement des possibilités et des horizons.»

Réduction du déficit et maîtrise de la croissance de la dette

«Rien n'est plus fondamental pour une base solide de croissance économique et de création d'emplois qu'une gestion des finances publiques marquée au coin du sens des responsabilités.

«En 1984, le déficit fédéral et la dette nationale étaient devenus incontrôlés. Le déficit dépassait \$38 milliards – alors qu'il était de \$14.9 milliards trois ans auparavant. La dette nationale avait doublé au cours de la même période et s'accroissait de 26 pour cent en moyenne par année. Si nous avions continué d'accroître la dette publique à ce rythme, elle aurait été aujourd'hui de \$100 milliards de plus qu'elle ne l'est – soit \$16,000 de plus pour une famille canadienne de quatre personnes.»

«Lorsque le gouvernement n'a plus la maîtrise de ses finances, tout le monde en souffre. Il en résulte une hausse des taux d'intérêt applicables aux hypothèques de même qu'aux prêts aux entreprises et aux consommateurs; il en résulte une baisse de confiance dans l'économie, une croissance ralentie et des emplois moins nombreux; cela menace la capacité d'offrir les programmes et les services publics dont les Canadiens ont besoin et qu'ils veulent obtenir.

«Je crois que cette génération de Canadiens veut léguer à ses enfants et à ses petits-enfants un patrimoine riche de possibilités et d'optimisme, et non une dette écrasante ainsi que des espoirs fracassés.

«Notre défi, en 1984, consistait à rétablir la stabilité financière et à redonner une crédibilité à la gestion des finances publiques. La seule manière d'y parvenir consistait à exposer un plan financier à moyen terme comportant une réduction soutenue du déficit - puis à s'en tenir à ce plan.»

«Nous avons pris une série de mesures afin de rétablir l'ordre dans nos finances en réduisant les dépenses fédérales et en accroissant les recettes.»

«Au cours des trois premières années complètes de notre mandat, nous avons ramené le taux annuel moyen de croissance des dépenses fédérales à seulement 3.5 pour cent - c'est-à-dire en dessous du taux d'inflation. Nous avons réussi cela parce que nous avons mis en place une approche nouvelle et disciplinée de la gestion de l'appareil de l'État et de ses finances.»

«La hausse des recettes publiques constitue également un élément important des progrès que nous avons accomplis sur le plan financier. Près de 80 pour cent de l'augmentation des recettes est le fruit de la croissance de l'emploi et des revenus que nos politiques contribuent à créer. Les augmentations d'impôts représentent une proportion relativement faible des augmentations des recettes.

«Grâce à ces mesures, nous avons systématiquement réduit le déficit. Pour l'exercice en cours, j'avais déclaré que nous ramènerions le déficit à \$29.3 milliards. Nous atteindrons cet objectif.»

«Pour assurer une réduction continue du déficit, ce budget comporte d'autres compressions de dépenses. J'annonce aujourd'hui une diminution de \$300 millions, à partir de 1989-90, des dépenses non statutaires des ministères fédéraux.

«Ces compressions, jointes à l'effet constant de nos mesures de restriction antérieures, nous assureront que les dépenses consacrées aux programmes non statutaires, à l'exclusion de l'aide à l'étranger et de la défense, seront plus faibles en 1989-90 qu'à la date de notre entrée en fonction.»

«Pour nous procurer des recettes, la taxe sur l'essence sera majorée d'un cent le litre à partir du 1er avril. La ristourne sur l'essence achetée par les agriculteurs, les pêcheurs et les autres producteurs primaires sera augmentée en conséquence.

Perspectives économiques

«Les progrès constants que nous accomplissons dans l'application de nos politiques financières et économiques se reflètent dans le bilan et les perspectives de l'économie canadienne.

«Les résultats de notre économie en 1987 ont dépassé la plupart des attentes. Pour 1988, l'économie canadienne est en voie d'enregistrer sa sixième année consécutive d'expansion. La confiance reste élevée dans le monde des affaires

et nos sociétés ont une bonne situation financière; nous sommes compétitifs sur les marchés internationaux.

«L'inflation a été d'un peu plus de 4 pour cent en moyenne au cours des trois dernières années et elle a diminué au cours des trois derniers mois par rapport aux niveaux du milieu de 1987. Pour maintenir un climat favorable à la croissance et à la création d'emplois, il faut absolument continuer de contenir les pressions salariales et les tensions de prix, et accomplir de nouveaux progrès, avec le temps, dans le ralentissement de l'inflation. Tant la politique fiscale que monétaire ont un rôle important à jouer à cet égard.»

Mise en oeuvre de programmes prioritaires et réaction aux facteurs imprévus

«Notre croissance économique fournit au gouvernement les moyens de maintenir les services sociaux qui font partie intégrante du mode de vie des Canadiens. Cependant, une vigoureuse croissance économique, jointe à nos progrès financiers, nous a permis de faire plus encore.»

- Nous instaurons une stratégie nationale sur les services de garde qui offrira aux parents un plus grand choix pour la garde de leurs enfants et leur donnera accès à un plus grand nombre de garderies de qualité, à prix abordable.

- Nous mettons en place une nouvelle approche du développement régional qui tient mieux compte des besoins et des priorités des régions, et qui s'inspire à fond des idées et des initiatives des résidents des diverses régions.
- Nous avons entrepris une stratégie à long terme visant à appliquer les sciences, la technologie et l'innovation au renforcement de la croissance et du développement économiques.
- Nous avons commencé à mettre en oeuvre des propositions visant à renforcer et à moderniser les Forces canadiennes de manière à protéger la souveraineté du Canada et à tenir nos engagements envers nos alliés.
- Nous apportons un soutien appréciable aux milieux agricoles canadiens face à de graves perturbations internationales, au moyen des programmes existants ainsi que d'une aide supplémentaire.
- Nous avons apporté un large soutien au développement du secteur de l'énergie, vital pour le Canada, grâce à la conclusion d'accords énergétiques avec les provinces productrices et au versement d'une aide supplémentaire après l'effondrement des prix mondiaux du pétrole.

Le Canada et l'économie mondiale

«Nous vivons dans une économie mondiale instable. Les prix des produits de base, l'inflation, les marchés financiers et la croissance économique mondiale ont marqué des

fluctuations importantes et difficiles à prévoir. Il y a peu de chance pour que cette situation change à l'avenir.

«Pour réussir dans ce contexte troublé, nous devons être capables de réagir avec rapidité et de nous adapter avec souplesse aux changements.

«Nous continuerons de soutenir les efforts individuels et collectifs des grands pays industrialisés afin de renforcer la base de la croissance économique globale.»

«En travaillant de concert, les grands pays industrialisés peuvent améliorer les perspectives de toutes les nations, y compris les pays en développement.»

Conclusion

«Grâce au plan que nous nous sommes tracés en 1984, notre gouvernement a entrepris un ensemble de mesures soigneusement planifiées afin de renforcer les éléments fondamentaux de la croissance économique et de la création d'emplois.

«Nous gardons notre cap parce que nous connaissons l'efficacité de nos politiques. Nous connaissons également, grâce à l'expérience des années 70 et du début de la décennie 80, les conceptions et les politiques qui sont inefficaces.

«Nous continuerons de prendre des décisions difficiles, des adaptations pénibles et de faire preuve d'une volonté bien arrêtée. Il n'existe aucun raccourci pour atteindre le potentiel économique du Canada.

«Nous devons continuer d'améliorer notre capacité de nous adapter, de saisir les possibilités que nous offre un monde en évolution constante. Au cours de la décennie à venir, nous ne pourrons nous contenter d'être tout simplement au même niveau que les autres pays. Nous devons constamment nous efforcer de mieux faire, d'être les meilleurs.»

«Ces engagements et cette poursuite de l'excellence sont essentiels à l'obtention d'un avenir économique qui offre des possibilités stimulantes à nos enfants, des emplois et la sécurité économique à tous les Canadiens.»